

DECLARATION DE LIBREVILLE SUR LA SITUATION AU TCHAD

Nous, Ministres et Chefs de délégation des États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale ;

Réunis à Libreville, en République Gabonaise, le 26 novembre 2021, à l'occasion de la cinquante-deuxième réunion ministérielle dudit Comité ;

Après avoir examiné la situation géopolitique et sécuritaire dans la sous-région de l'Afrique centrale et en particulier au Tchad ;

1. **Prenons note** avec satisfaction des efforts déployés par les autorités de la transition tchadienne pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel et la préservation de la stabilité et de la sécurité dans le pays en dépit d'un environnement interne et régional complexe ;

2. **Saluons**, à ce titre, les efforts consentis par les autorités de transition pour mettre en œuvre de façon diligente la Feuille de Route de la transition en ses trois axes prioritaires, à savoir : (i) Renforcement de la sécurité et de la défense ; (ii) Organisation du Dialogue, Consolidation de la paix et de l'Unité nationale ; (iii) Renforcement de la Bonne Gouvernance et de l'État de Droit ;

3. **Félicitons** tout particulièrement les autorités de la transition pour la mise en place des organes chargés de l'organisation du dialogue national inclusif, notamment le Comité d'organisation du Dialogue national inclusif (CODNI) et le Comité technique spécial relatif à la préparation de la participation des politico-militaires au Dialogue national inclusif ;

4. **Exhortons** les autorités de la transition à poursuivre leurs efforts aux fins de garantir une participation active des femmes et des jeunes au processus de dialogue, y compris dans les instances chargées de l'organisation du Dialogue national inclusif ;

5. **Encourageons** tous les acteurs politiques ainsi que les organisations de la société civile à saisir l'opportunité qui leur est offerte de contribuer au renforcement de la démocratie, de la bonne gouvernance et à la consolidation de la paix au Tchad en participant activement au Dialogue national inclusif ;

6. **Invitons** l'opposition armée à s'engager effectivement dans le processus de désarmement, démobilisation, et réinsertion (DDR), afin de jouer pleinement son rôle ;

7. **Exprimons** notre gratitude à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, à l'Union africaine, à l'Union européenne, aux Nations Unies et aux partenaires techniques et financiers, ainsi qu'à tous ceux qui, directement ou indirectement, apportent un appui multiforme au Tchad, et les exhortons à rester mobilisés et poursuivre leurs efforts d'accompagnement de la mise en œuvre de la Feuille de Route pour la Transition au Tchad ;

8. **Invitons** l'Union Africaine et la CEEAC à renforcer leur dispositif en République du Tchad aux fins d'accompagner le processus de transition ;

9. **Exprimons** notre reconnaissance aux autorités de la transition pour avoir maintenu leur engagement en appui au rétablissement et au maintien de la paix et la sécurité au niveau régional et continental, notamment par la poursuite de la participation du Tchad aux opérations de la Mission multidimensionnelle et intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), de la Force conjointe du G5 Sahel, et de la Force multinationale mixte avec les pays du bassin du lac Tchad engagés dans la lutte contre les groupes terroristes, notamment Boko Haram et l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest ;

10. À ce titre, **Exprimons** notre vive inquiétude face à la multiplication des attaques contre les forces de défense et de sécurité dans la région du bassin du Lac Tchad, et **invitons** la communauté internationale, en particulier les Nations Unies, à redoubler d'efforts en appui aux efforts de l'Union africaine, la CEEAC et la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et des organisations de la sous-région afin de contrer les effets du terrorisme et ses conséquences sur les populations du bassin du Lac Tchad et du Sahel ;

11. **Saluons** la tenue de la Troisième réunion du Forum des Gouverneurs pour la coopération régionale sur la stabilisation, la consolidation de la paix et le développement durable du Bassin du Lac Tchad, qui s'est tenue à Yaoundé, au Cameroun, du 4 au 5 octobre 2021 et qui a évalué la situation humanitaire et sécuritaire dans le bassin du lac Tchad, les progrès dans la mise en œuvre des interventions de stabilisation, ainsi que la contribution de la société civile à la stabilisation de la région. **Invitons** l'Union africaine, la CEEAC, la CBLT et les Nations Unies à renforcer la coordination de leurs activités et efforts de plaidoyer de haut-niveau en soutien à l'action des Etats affectés ;

12. **Nous engageons**, individuellement et collectivement dans le cadre bilatéral et multilatéral, à continuer à soutenir les efforts des autorités et du peuple tchadien pour un aboutissement heureux de la transition et le retour à l'ordre constitutionnel dans les meilleurs délais.

Fait à Libreville, le 26 novembre 2021